

Macron face à l'équation d'un retour aux urnes

22 DÉCEMBRE 2018 PAR [FRANÇOIS BONNET](#)

Depuis un demi-siècle, aucune figure du pouvoir exécutif n'a pu résister à une crise politique de l'ampleur de celle des gilets jaunes. C'est la question posée à Emmanuel Macron : comment sauver son quinquennat ? La mission paraît impossible sans repasser devant les électeurs. Référendum, législatives anticipées ? Le pouvoir doit d'une manière ou d'une autre reconstruire une crédibilité perdue.

C'est un peu l'histoire de Pince-mi et Pince-moi sont dans un bateau. Mais cette fois, les deux sont tombés à l'eau. Édouard Philippe et Emmanuel Macron se livrent depuis le 10 décembre à une agitation désordonnée qui les entraîne un peu plus encore par le fond. Oublions les enquêtes d'opinion catastrophiques qui placent les deux hommes dans des records d'impopularité. Et ne considérons que la loi « *d'urgence économique et sociale* » qui vient d'être adoptée par le Parlement, à la veille des fêtes de fin d'année.

Ce plan ne satisfait personne – gilets jaunes en premier – et ne respecte pas même les consignes présidentielles en loupant largement les objectifs fixés. Exemple le plus marquant : au moins 45 % des smicards ne toucheront pas l'augmentation de 100 euros par mois promise par le chef de l'État. La prime exceptionnelle de 1 000 euros laissée à la libre appréciation des entreprises génère déjà des frustrations en cascade (en particulier dans la fonction publique et chez les salariés des TPE). L'exonération de la hausse de la CSG pour environ 70 % de retraités ne suffira pas alors que les pensions sont largement désindexées de l'inflation.

Les treize heures de débat à l'Assemblée nationale ont permis de souligner les nombreuses chausse-trapes de ce texte, les flous concernant le calendrier, le périmètre exact des mesures, le nombre de bénéficiaires. Sans même parler du financement d'un tel plan (10 milliards d'euros affichés) qui sera à près de 90 % porté par les salariés et les contribuables (*lire sur ce plan nos articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#)*).

Mais l'essentiel n'est pas là. Toutes les figures de la majorité présidentielle reprennent le discours du 10 décembre (*il est à lire [ici](#)*) pour faire savoir que ce plan « *ne suffira pas* » ou n'est qu'une « *étape* ». L'essentiel est ailleurs : dans le rejet politique farouche que suscite ce pouvoir pourtant élu il y a dix-huit mois et qui achève cette année 2018 dans les cris « *Macron démission !* ».

Les autocritiques, les exercices publics de contrition, les appels déchirants à « *l'humilité* », à « *l'écoute* » et au « *débat* » ne suffiront pas plus à rétablir le courant entre les électeurs et leur pouvoir. Emmanuel Macron peut remercier Priscillia Ludosky, l'une des figures des gilets jaunes, de son « *acte citoyen* ». Il peut lui dire avec des mois de retard « *Vous avez raison* » et appeler tout un chacun à lui laisser son « adresse e-mail [ici](#) » pour échanger « *plus régulièrement* ». Chacun comprend qu'il ne fait là que décrire l'immense gouffre qui s'est ouvert entre lui et l'opinion.

Après un tel choc contestataire, qui est tout à la fois un rejet massif de la politique suivie depuis dix-huit mois et de la façon d'exercer le pouvoir, le chef de l'État doit poser des actes

politiques forts. Sauf à terminer son mandat présidentiel dans l'immobilisme, les attermolements et les reculs – ce qu'il a tant reproché à l'« ancien monde » – avant d'être balayé, lui et sa majorité, lors des élections de 2022.

C'est en tout cas ce que disent les cinquante dernières années de vie politique. En juin 1968, de Gaulle parvient à reprendre l'initiative par des législatives qui lui permettent d'installer une écrasante majorité. Cela ne suffira pas : un an plus tard, les trahisons de son propre camp et la fatigue générale à l'égard de son régime lui font perdre le référendum sur la régionalisation et la réforme du Sénat.

En 1983-84, le grand tournant de la rigueur – « *la parenthèse* », avait défendu Lionel Jospin – pris par François Mitterrand allait mener à la débâcle législative de 1986 et à la première cohabitation. Tournant non assumé, non expliqué, mais il fut publiquement porté par un tout jeune premier ministre, Laurent Fabius, énarque qui parlait déjà de la nécessité des réformes, de la modernisation et de la réconciliation avec l'entreprise...

Au lendemain de l'énorme mouvement social de 1995, Jacques Chirac choisit de ne pas bouger : deux ans plus tard, il est avec Alain Juppé balayé lors des législatives anticipées et subira cinq années de cohabitation. En 2006, c'est la mobilisation contre le contrat première embauche (CPE) qui achève de détruire la vieille chiraquie et ôte tout espoir à Dominique de Villepin de prétendre concurrencer Nicolas Sarkozy.

Devenu « *président bling-bling* » (un synonyme de « *président des riches* »), voilà Sarkozy battu cinq ans plus tard pour avoir assumé jusqu'au bout un style de pouvoir qui exaspérait l'électorat et s'être vanté de « *n'avoir jamais cédé* » aux mobilisations sociales massives (comme celle contre la réforme des retraites). Quant à François Hollande, pour avoir oublié dès son élection son programme de candidat, pour n'avoir écouté ni ses électeurs ni sa majorité, il n'a pas même été en mesure de se représenter.

Certes, la machinerie présidentielle de la V^e République devenue folle dévore ses hôtes (*lire ici notre parti pris*). Elle leur fait aussi payer au prix fort leurs fautes politiques. Quand le septennat et la cohabitation pouvaient parfois constituer une sorte d'« école de la deuxième chance » (ce fut le cas pour Mitterrand de 1986 à 1988), le quinquennat et l'exacerbation de la folie du pouvoir solitaire interdisent les demi-mesures et de « *laisser du temps au temps* ».

Le changement de premier ministre, une arme enrayée

La logique de la V^e République offre une première réponse simple à cette crise : changer de premier ministre. Les exemples sont légion. Crise algérienne : Michel Debré est débarqué. Crise dans la majorité : Jacques Chirac est débarqué en 1976 par Giscard d'Estaing. Crise de 1984 : Pierre Mauroy est débarqué. Suivront Michel Rocard, Édith Cresson, Jean-Pierre Raffarin, tous renvoyés par un président qui voulait simplement signifier par là que les électeurs étaient entendus (à l'occasion de mobilisations ou d'élections intermédiaires) et qu'un vrai tournant était amorcé.

La V^e République du quinquennat rend quasi inopérante une telle réponse. Parce que le premier ministre n'est plus qu'un « *collaborateur* », comme l'avait dit Nicolas Sarkozy de François Fillon. Parce que la majorité présidentielle, depuis que les législatives ont lieu dans

la foulée de la présidentielle, doit son élection au chef de l'État et pas au premier ministre devenu, de fait, un super directeur de cabinet.

À cela s'ajoutent les conditions de la victoire d'Emmanuel Macron en 2017. Édouard Philippe, venu de la droite et n'étant pas adhérent au parti présidentiel LREM, n'a pas de base politique. Son seul atout est le vide qui entoure le président, le manque de ressources humaines ou de personnalités de poids dans la majorité. Pour le reste, son remplacement ne changerait guère le paysage et les équilibres politiques de la majorité tant Emmanuel Macron a choisi depuis son élection de se placer seul en première ligne.

Dès lors, il ne reste au président, en termes de réponse politique à cette crise de grande ampleur, que deux solutions : un référendum ou le déclenchement d'élections législatives anticipées.

Prenons au mot « l'adresse à la nation » faite par le président le 10 décembre. C'est bien un tournant majeur, et un futur nouveau programme, qui est annoncé. *« C'est aussi avec notre projet collectif que nous devons renouer [...] Ces changements de fond qui demandent une réflexion profonde et partagée, imposent un débat sans précédent [...] Nous ne reprendrons pas le cours normal de nos vies, comme trop souvent par le passé dans des crises semblables, sans que rien n'ait été vraiment compris et sans que rien n'ait changé. Nous sommes à un moment historique pour notre pays »*, a-t-il déclaré en annonçant la tenue d'un grand débat national les trois premiers mois de l'année.

Ce qui est prononcé là est l'oraison funèbre des discours et programmes de la campagne présidentielle 2017. Et le lancement d'une grande consultation nationale va également en ce sens. Vu la mobilisation des gilets jaunes et leur détermination à la poursuivre (*lire [ici et ici](#)*), il est peu probable que le pouvoir parvienne à étouffer ce grand débat pour n'en faire qu'un alignement plat de banalités.

C'est en tous les cas ce que croit Chantal Jouanno, présidente de la commission nationale du débat public : *« Notre rôle est de faire respecter la parole des citoyens, que cette parole ne soit pas étouffée par ceux qui ont l'habitude de la prendre publiquement. Ensuite, on vérifiera que cette parole ne tombe pas dans un tiroir »*, [insiste-t-elle](#).

Cette parole vient de s'exprimer durant bientôt deux mois avec le mouvement des gilets jaunes et, à travers eux, par une opinion publique qui les soutient massivement. Que dit-elle ? Trois demandes dominent du flot de revendications qui ont été énoncées : une demande de justice fiscale ; une demande d'égalité ; une demande de réformes politiques profondes (et pas seulement d'un référendum d'initiative citoyenne, *lire [notre article ici](#)*). Et on imagine mal qu'elles puissent *in fine* ne plus figurer dans le bilan que dressera la commission du débat public.

Dès lors, il reviendra à Emmanuel Macron de les transformer en actes politiques ou au moins d'y répondre. L'enjeu pour lui sera des plus simples : reconquérir une crédibilité, regagner une légitimité en démontrant qu'il a su arbitrer entre tous pour formuler une politique au service du plus grand nombre. Pour cela, que peut-il y avoir d'autre que le recours au suffrage universel ? Et une dynamique inhabituelle du « grand débat » ne contraindra-t-elle pas le président à revenir devant les électeurs ?

Le chef de l'État, en bon bonapartiste ou président « *jupitérien* », n'a jamais cessé de multiplier les références à Charles de Gaulle. « *Emmanuel de Gaulle ou Charles Macron ?* », s'interrogeait en avril 2017 Benjamin Griveaux, aujourd'hui porte-parole du gouvernement. Sera-t-il gaulliste jusqu'au bout en lançant un référendum sur la réforme des institutions, comme l'avait fait ce dernier en 1962 pour faire accepter l'indépendance de l'Algérie puis l'élection du président au suffrage universel direct ?

Il le pourrait d'autant plus que la réforme constitutionnelle qu'il souhaite est enlisée depuis le mois de juillet et l'affaire Benalla et a bien peu de chances de passer le cap du Sénat si elle parvenait jusqu'au Palais du Luxembourg. Reprenant quelques propositions des gilets jaunes (référendum d'initiative citoyenne – mais dans quelles conditions –, introduction de la proportionnelle – un seuil supérieur à 15 % –, ou, par exemple, un usage circonscrit du tirage au sort...), un tel référendum ne serait peut-être pas à tout coup synonyme de défaite pour le président. A contrario, une victoire contribuerait à cette relégitimation qui lui est maintenant nécessaire.

En revanche, des élections législatives anticipées pourraient être jugées plus complexes et plus périlleuses encore. Complexes pour des raisons de calendrier, parce que les élections européennes se tiendront le 26 mai 2019 et qu'elles s'annoncent difficiles pour le parti présidentiel. Périlleuses parce que l'inorganisation de La République en marche, son inconsistance sur le terrain, la faiblesse de ses parlementaires et de ses forces militantes laissent entrevoir une défaite en rase campagne.

Ce sont ces scénarios et ces problèmes politiques que devra résoudre le pouvoir dans les trois mois qui viennent. Des réponses apportées dépendra l'avenir de l'homme politique Macron. Dix-huit mois après une victoire qu'il a mal analysée (elle devait moins à un vote d'adhésion qu'à un puissant rejet du Front national), le voilà comme revenu au point de départ. Contraint de repartir à zéro, l'effet de surprise en moins et un bilan rejeté qu'il doit désormais traîner comme un boulet. On cherche les dirigeants politiques qui sont parvenus à se sortir d'une telle situation.